

La direction change de braquet

Suite au comité d'entreprise du 18 novembre, nous commençons à voir clair sur les intentions de la direction. Nous avons raison de craindre une « réorganisation » de l'entreprise.

La direction a présenté sa « politique sociale » sur laquelle vos élus sont invités à rendre un avis le 16 décembre prochain.

Nos dirigeants souhaitent réorienter l'activité économique en se passant de nous. Ils veulent réaxer l'entreprise sur la maintenance « urbaine » (éclairage public, maintenance dans de grandes enseignes...).

À nos inquiétudes, vient s'ajouter l'état financier de notre principal client (Exterion Media France) qui, aux dernières nouvelles, a dû emprunter pour payer ces fournisseurs, et notamment Derichebourg.

Le rapport de notre expert sur les orientations stratégiques sera déterminant pour lever nos inquiétudes ou de faire des propositions alternatives à l'orientation prise par nos dirigeants.

Les élus CGT ont souhaité se faire assister par un cabinet d'experts afin d'y voir plus clair. La direction condamne ce choix en nous taxant de « travailler pour le développement de cabinets d'experts », en nous traitant d'être une « CGT archaïque », en affirmant que nous cherchons à faire peur aux salariés. Nous verrons bien les réponses et le comportement de la direction aux questions que nous posons...

Malgré le changement de propriétaires, de dirigeants, nous retrouvons toujours les mêmes propos

dans la bouche des dirigeants. Rappelez-vous : aux moments du plan de licenciements, de la vente et de l'externalisation, la CGT était prise à partie et dénoncée en permanence par la direction d'Exterion Media France. A l'époque, nous n'avions pourtant pas la majorité qui nous permettait de décider des moyens donnés au CE pour agir dans l'intérêt des salariés. Néanmoins, nous avons obtenu le maintien des emplois et de l'activité. Ce coup-ci, la donne a changé : la CGT est majoritaire.

Lors des élections, dans notre profession de foi, nous avons pris des engagements et un cap sur lequel nous ne transigerons pas : défendre les intérêts des salariés par tous les moyens.

La direction veut peut-être aller vite, mais nous serons au rendez-vous pour faire front. La direction sait déjà quel type de compétences il lui faut pour développer son entreprise. De notre côté, nous lui disons que cela doit se faire avec tous les salariés.

Le prochain CE sera déterminant concernant le droit d'alerte. La balle est maintenant dans le camp de la direction.

Nous revendiquons :

- **un plan de formation de haut niveau permettant à tous les salariés de développer leurs qualifications pour répondre à l'évolution de l'entreprise,**
- **la garantie du maintien de notre convention,**
- **la reconnaissance de la pénibilité,**
- **la revalorisation des coefficients et des salaires...**

Un tournant s'annonce et nous devons éviter une fois de plus, la casse sociale dans l'entreprise.

TOUS SOLIDAIRES, POUR NOTRE AVENIR !